

Towards 2000: The Future of Post-Secondary Education in Ontario, Toronto, McClelland and Stewart, 1971.

I — COMMENTAIRES DE
Germain Gauthier*

Parmi les textes heureusement de plus en plus nombreux à être publiés sur l'enseignement supérieur, "Towards 2000" présente le très grand avantage d'aborder tous les sujets relatifs à l'enseignement supérieur, de façon ordonnée, je dirais même de façon didactique, dans une logique donnée. Il serait téméraire de reprendre en quelques paragraphes un texte aussi rodé. Je me confinerai à commenter quelques thèmes abordés dans cette étude, tels qu'ils apparaissent à mes yeux de Québécois.

Insertion de l'université dans la société

Comme objectif général, les auteurs proposent que l'enseignement supérieur évolue en vue de répondre aux besoins et aux caractéristiques d'une société post-industrielle, dont ils énumèrent les éléments (p. 4, 7, 10). Ils prévoient une évolution progressive dans une perspective optimiste (p. 168).

"Towards 2000" prévoit un scénario se situant dans le prolongement de la dernière décennie, avec facteurs d'ajustement quant aux taux de scolarisation, aux coûts de fonctionnement, à l'autonomie des établissements, aux besoins d'une société de plus en plus instruite, aux conditions de travail des professeurs et des étudiants.

Pour ma part, je crois que l'université des prochaines décennies, tout en conservant ses fonctions essentielles, verra les modalités de réaliser celles-ci se transformer considérablement. Je parlerais ici de mutation plutôt que d'évolution ; les signes de cette mutation sont déjà devant nous et augurent déjà d'une nouvelle insertion de l'université dans la société. L'université n'est plus perçue comme un agent d'intégration, mais comme une école d'innovation et de personnalisme ; ce qui est tout le contraire que de croire à la venue de l'harmonie, car, comme Crozier l'a rappelé : « Créativité et non-conformisme ne sont pas des valeurs rassurantes ».

L'université, par une intégration non encore résolue de ses fonctions propres, sera amenée à jouer ce rôle de nouveau levier social, c'est-à-dire à faire la synthèse harmonieuse des universités de Newman, de Humboldt et de Kerr. On pourra prétendre

* Germain GAUTHIER : Président du Conseil des Universités du Québec.

que cette révolution culturelle a eu lieu. Je crois plutôt que notre sage Canada a fait certaines expériences qui n'ont pas trop mal réussi, mais que nos universités ont peut-être tendance à vouloir préférer le calme jusqu'à la prochaine saute d'humeur des étudiants. En particulier, la révolution culturelle, pour employer un « grand mot », n'a pas encore eu lieu dans les facultés professionnelles et dans les facultés d'études graduées. Celle-ci aura lieu et elle transformera l'université pour le mieux.

Sens de la formation post-secondaire

À mon avis, les meilleures pages de "Towards 2000" sont consacrées au sens à donner à la formation universitaire. Le texte mentionne la fonction critique de l'université (p. 28), dans un processus continu (p. 63, 66), d'accès souple (p. 72), axée sur la découverte personnelle (p. 103), évitant la sur-spécialisation (p. 100), préparant à une mobilité éventuelle (p. 102) et favorisant une recherche universitaire d'équipe interdisciplinaire et souple (p. 118, 120).

Voilà une longue série d'objectifs importants. Chacun de ces points mériterait un développement très élaboré. J'aurais pour ma part aimé voir sur chaque point une critique de la situation présente, des propositions précises et concrètes d'évaluation des objectifs à atteindre. (Le Québec aurait sûrement tiré partie de telles considérations)

Les auteurs prévoient et recommandent une politique d'accès général (open-door policy) à tous les niveaux et dans tous les secteurs de l'enseignement post-secondaire (p. 94, 100). Une telle politique met en cause un certain nombre de situations dans les facultés professionnelles et au niveau du troisième cycle (doctorat). Il serait malséant de ma part de critiquer un tel objectif pour l'Ontario ; mais il ne m'est pas évident que l'instruction généralisée à temps complet puisse devenir, sans réticence et sans condition, un objectif pour une société appelée à en faire les frais. Cette question devrait être longuement débattue, pour que ses implications soient claires en vue de choix politiques.

La plupart des recommandations relatives à la formation professionnelle apparaissent pertinentes, en particulier celles qui concernent la formation de base (p. 82), l'ouverture au milieu (p. 83), la régionalisation (p. 84, 87), le recyclage (p. 90). Il est symptomatique d'une situation historique que les auteurs aient cru devoir distinguer la formation professionnelle dans un chapitre spécial. Il me semble que ces recommandations peuvent s'appliquer à tous les secteurs de l'activité post-secondaire. D'autre part, je suis mal à l'aise de rapprocher l'observation que la tendance récente a été de confier les centres isolés de formation professionnelle aux universités (p. 81), de celle que la résistance au changement a été plus grande dans les universités que dans les associations professionnelles (p. 91). Tout ceci est exprimé en termes relatifs, mais il serait dommage qu'une telle tendance ne fasse que remplacer une qualité par une autre.

Le système proposé

En prévision d'une très grande demande et d'un besoin de formation générale, le texte prévoit l'offre massive d'un B.A. général, pouvant déboucher sur des études de maîtrise, qui seraient elles-mêmes le carrefour d'une diversification des études doctorales

suivant trois orientations (p. 64, 102). On ne peut que se réjouir du moindre assouplissement des cadres de formation et des régimes pédagogiques universitaires, beaucoup marqués de rigidité et d'uniformité.

Pour « massifier » l'accessibilité du B.A. général, "Towards 2000" propose d'une part que les CAAT offrent ce grade tant sur leur campus principal que dans les campus décentralisés (p. 69), soit à une centaine d'endroits, d'autre part qu'il soit institué une université des ondes ouverte à toute la population (p. 79), à la façon de l'Open University anglaise. Les universités conservent leur rôle traditionnel (p. 25, 70), s'adaptent à l'introduction de ces réseaux publics, et à l'évolution inévitable des exigences professionnelles (p. 30-37) et étudiantes (p. 43-45). Les superstructures provinciales donnent satisfaction : conseil des universités, comité et ministère des affaires universitaires (p. 163-167) ; il n'y aurait lieu que d'intégrer administrativement tout le post-secondaire.

Ce B.A. général à très grande diffusion semble être une réponse ontarienne aux besoins généraux d'une université populaire ; cette proposition devrait être confrontée aux besoins ressentis par une clientèle diversifiée, mûrie, intégrée à la société et à ses préoccupations, peut-être fatiguée d'une course au diplôme perdant rapidement sa signification existentielle. Je me demande si les objectifs de l'expérience anglaise sont transposables intégralement en Amérique, parce que les taux de scolarisation et les problèmes d'accessibilité sont ici différents de ceux qui existent en Angleterre. La répartition des tâches entre les CAAT et les universités rappelle un peu le modèle californien qui comporte de grands avantages, mais aussi certaines faiblesses importantes, surtout du côté de l'élitisme. Il reste à savoir si les universités pourront s'en tirer à si bon compte, ou si précisément chacune d'elles ne doit pas plutôt chercher à évoluer dans le sens d'une incarnation plus grande dans le temps et dans l'espace.

Par ailleurs, il est frappant sinon ironique, de comparer cette proposition avec le modèle que vient de rejeter le Québec. Ce dernier avait jusqu'à ces récentes années un considérable réseau d'établissements post-secondaires privés, collèges classiques et écoles normales, menant à des baccalauréats généraux ou l'équivalent ; ce réseau est maintenant démembré et l'on connaît les structures nouvelles. "Towards 2000" reprend certaines caractéristiques de cet ancien réseau dans un système d'établissements publics. Si cette recommandation est retenue, il sera très intéressant et utile de suivre l'expérience de près.

Rôles des gouvernements

Il va sans dire qu'une étude sur l'enseignement post-secondaire se devait de présenter un modèle des rôles des gouvernements provinciaux et fédéral dans ce domaine ; il est inévitable aussi qu'un Québécois ne manque pas l'occasion de relever la question.

Les auteurs de "Towards 2000" rappellent le rôle historique du gouvernement fédéral dans le développement de la recherche universitaire (p. 108), reprennent les arguments maintenant classiques en faveur de l'intervention fédérale dans l'enseignement post-secondaire (p. 123, 127, 137), proposent une politique de séparation des responsabilités et du financement avec les gouvernements provinciaux (p. 122, 130), et

considèrent même que tout ce qui suit le premier cycle universitaire devrait être de responsabilité fédérale (p. 134-137).

"Quebec would perhaps find it alarming, and might wish to opt out, which would be most unfortunate". Qu'en termes discrets ces choses-là sont dites ! Le rapport Hurtubise-Rowat a eu l'avantage de bien poser le problème, sinon de trouver la solution, et voilà qu'on voudrait noyer le poisson une autre fois.

Les provinces se sont repliées sur leurs droits constitutionnels sans trop de vision à long terme (ici je ne vais sûrement pas au-delà de ma pensée) ; le gouvernement fédéral a rempli des vides sans concertation avec ses homologues provinciaux (p. 137). Il est impossible de reprendre toute cette question en quelques lignes ; mais admettons enfin que, constitution ou pas, la réalité canadienne n'admet pas certaines orientations politiques ici présentées et que la formule de l'opting-out est une solution de dernier recours.

Il faut admettre que le gouvernement fédéral puisse avoir des préoccupations propres ayant des implications directes ou indirectes au sujet de l'enseignement supérieur et de la recherche universitaire ; mais il ne devrait jamais prendre une seule mesure de cet ordre sans en saisir les provinces et sans en négocier avec celles-ci les termes d'application. Cette proposition devrait aussi appeler un certain corollaire de réciprocité.

En guise de conclusion à ces trop longs commentaires, il faut féliciter et remercier les auteurs de l'étude très fouillée soumise à notre examen, les remercier de nous permettre une réflexion sur des sujets d'une extrême importance.

II — A NOTE BY

C. B. MACPHERSON*

Any projection of trends to the year 2000 is a difficult exercise. A projection that concerns education is bound to start from a speculation about future changes in the whole society of which the given educational system is a part, and this, in spite of all that has been written in recent years about the technological revolution, is still no easy matter. It is fortunate, therefore, that the committee which prepared this report has among its members three outstanding scholars (one political scientist and two sociologists) with a close knowledge of changing Canadian society, including, as chairman, the leading authority on the Canadian class structure.

One need not accept their whole analysis of "post-industrial" society (which largely follows Daniel Bell and Galbraith), with its assumption that scientists, engineers, mathematicians, economists and computer men are going to inherit control from "the entrepreneur, the business men and the industrial executive" (p. 3), to agree with them that knowledge, and "the knowledge industry", are likely to become a little more important (to keep the system going) and a lot more necessary (to keep it from going in

* C.B. MACPHERSON : *Professor of Political Economy, University of Toronto.*

anti-human directions). To serve both purposes the universities will need to produce not only the scientists, engineers and economists, but also the critical intelligences that are needed in the fields concerned with human and social values, or if you like, with ethical and aesthetic values. It is a great merit of the report that it makes a clear case for this at the beginning, and emphasizes the consequent need for universities to produce "excellence" in all these fields, in face of all the pressures, many of them misconceived, for "democratization" of teaching and learning.

When it comes to the question of how this excellence is to be maintained or achieved, the report proposes a compromise which is perhaps realistic but is certainly dangerous. Let us, it says, continue to have "professor-scholars", but let us expect them to be a declining proportion of the professoriate. The increasing proportion would be professors interested in teaching but not much interested in being scholars, and they should not be, as they now are said to be, forced into second-or-third-rate scholarship by the present dependence of promotion on research and publication.

How realistic is this? No estimate is ventured, nor could any reasonably be made, of the proportion of professors who do not now conform to the model by which all are still recruited — the model of the professor-scholar, who is expected to create new knowledge as well as to teach. But the reason given for abandoning that as the sole model appropriate to the new era of mass higher education, is that "at that level of creativity there are (sic) not that number of people of such high quality" (p. 31). Must the universities throw in their hand? Is the arithmetic valid? It is true that in the short-run of rapid expansion, as in the immediate future, the universities have not been, and will not be, able to maintain the classic proportion of professor-scholars. But in a long-run of the next thirty years, why could that proportion not be retrieved? Is the pool of talent known to be so small? True, we would need to find a presently untapped pool. For the university student population, for which enough professor-scholars would have to be provided, is expected to continue to be an increase fraction of the whole population: hence the number of professor-scholars would have to be a larger fraction of the whole population. But, as the report points out (pp. 7, 169) the class structure of our present society bars admission to the pool of trained talent to most children of the economically lower classes. The real question is whether anything can be done to remedy that, within the thirty-year time span envisaged. If not, the report must be judged realistic.

Then there is the delicate question of tenure, the prevailing system by which university teachers, after several years on probation, are guaranteed permanent appointment subject only to dismissal for misconduct. The committee has flexed its forward muscles and said straight out that "it must be admitted, from the sheer economic considerations in a labour intensive industry, tenure is something of an absurdity and an unusual privilege" (p. 33). If the committee is to speak with the mantle of the economist, ought it not to recognize that in a competitive market economy the worker in a labour intensive industry needs and is entitled to all the protection he can get? The report suggests that other mechanisms than tenure can be found to protect academic freedom against political pressures, which protection was the original (and is the continuing)

purpose of tenure ; and that obsolescence and redundancy ought not to be protected, as they now are, by tenure.

It may not be beyond the wit of the C.A.U.T. and the A.U.C.C. to draw up "properly constituted dismissal proceedings (sic) with all the necessary due process" and "a code of professional ethics with reference to which academic misconduct can be judged" (p. 33), although a marked separation of views on such matters, accompanied by more skirmishing for position than concern for the health of the university, by whichever of those two bodies one does not belong to (my own bias as a former president of C.A.U.T. is well known), has been noticeable during the last few years, in which this has become an important issue for both of them.

"Obsolescence" and "redundancy" of professors present even greater issues. As to obsolescence, the problem foreseen in the report is that "younger, more recently trained faculty [recruited, as many are still for some time likely to be, from leading non-Canadian graduate schools, including of course many returning Canadian students] with, generally speaking, their creative life before them can easily come into conflict with the fifty-year-olds entering a phase of obsolescence because their own graduate training took place twenty years before and they have lost contact with changes in their discipline" (p. 34). I do not know how serious a problem the authors of the report take this to be. Not all fifty-year-olds are obsolescent : some at that age are just reaching the height of their creative powers. No doubt in many university departments of any size one could think of one or two colleagues who could be called obsolescent. But the remedies the report suggests — which are both highly desirable in themselves — namely, better provision for sabbatical leaves, to enable professors to keep abreast of or get ahead of their subjects, and better provision for early retirement (at age 55 or 60 rather than the present normal 65) have nothing to do with tenure. Tenure, with those provisions, makes good sense. But those provisions could not perform the still necessary protective function of tenure.

As to "redundancy", whether from falling demand for a subject, which the report recognizes may "well run through peak and through cycles of ten years or so" (p. 34), or from student disfavour of a professor leading to reduced demand for his services (pp. 34-35), surely here the case for tenure, if one is thinking of the university (as the report claims to do) as a place for excellence and scholarship, is stronger than ever: it is just here that scholarship needs to be protected from passing fashions and student politics.

Much else in *Towards 2000* deserves notice which space here does not allow. Its greatest merit is that it moves us out of the short-run, moves the problems beyond the well-merited and entirely understandable complaints of this year's graduate students, and beyond the confined vision which the public, and therefore the politicians, accept, whether with satisfaction or hostility, all too often.